

## CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE SAVOIE

Procédure de déclaration de projet emportant  
mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU)  
de la commune d'Yvoire

*Projet de réaménagement de l'accès et de l'aire de stationnement du  
Domaine de Rovorée – La Châtaignière*

### RAPPORT

**Enquête publique menée du jeudi 5 janvier 2017  
au jeudi 9 février 2017 inclus**

Etabli par Madame Audrey KALCZYNSKI, désignée en qualité de commissaire enquêteur par décision n°E16000232/38 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 9 août 2016.



# SOMMAIRE

## 1 – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

1.1 - Désignation du commissaire enquêteur et de son suppléant .....	p 4
1.2 - Encadrement juridique de l'enquête publique .....	p 4
1.2.1 - Cadre juridique .....	p 4
1.2.2 - Compléments utiles aux dossiers .....	p 5
1.2.3 - Durée de l'enquête publique .....	p 5
1.2.4 - Information et expression du public .....	p 5
1.3 - Permanences du commissaire enquêteur .....	p 6
1.4 - Mesures de publicités .....	p 6
1.4.1 - Annonces légales .....	p 6
1.4.2 - Affichage de l'avis d'enquête .....	p 7
1.5 - Composition des dossiers mis à la disposition du public .....	p 7
1.6 - Les deux registres d'enquêtes mis à la disposition du public .....	p 8
1.7 - Reconnaissance des lieux et collecte d'informations .....	p 8
1.8 - Formalité de clôture .....	p 9
1.9 - Conclusion partielle.....	p 10

## 2- LE PROJET SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

2.1 - Eléments de contexte : Yvoire et le domaine de Rovorée-La Châtaignière : un riche patrimoine naturel, historique et architectural de la Haute Savoie .....	p 11
2.2 - Le projet ambitionné par le conseil départemental de la Haute Savoie et le conservatoire du littoral .....	p 13
2.3 - Un projet qui nécessite certaines modifications du Plan Local d'Urbanisme d'Yvoire pour sa mise en œuvre.....	p 15
2.4 - Un projet d'intérêt général concerté et partagé.....	p 17
2.5 - Une procédure soumise à évaluation environnementale systématique.....	p 17
2.6 - L'examen conjoint par les Personnes Publiques Associées (PPA) avant enquête publique .....	p 18

## 3– RECUEIL ET ANALYSE DES OBSERVATIONS

3.1 - Formalité de clôture .....	p 20
3.2 - Recueil et analyse des observations.....	p 20
3.4 - Conclusion partielle.....	p 20

## 4 – ANNEXES

4.1 - Décision N°E16000232/38 du Tribunal administratif de Grenoble du 9 août 2016 .....	p 22
4.2 - Arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016 .....	p 24
4.3 - Procès-verbal de synthèse des observations orales et écrites .....	p 28
4.4 - Certificats d'affichages .....	p 32

Conformément au code d'éthique et de déontologie des membres de la Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs, je déclare n'avoir aucun intérêt dans les opérations en cause, à quelque titre que ce soit et avoir accepté cette mission pour la remplir en toute loyauté, impartialité et indépendance.

Je tiens à préciser que l'enquête publique portant sur **l'intérêt général du projet de réaménagement de l'aire de stationnement du Domaine de Rovorée – La Châtaignière**, située sur la commune d'Yvoire et sur **la mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme** fait l'objet du présent rapport, qui relate le déroulement de cette enquête et que mes conclusions et avis sur le projet ambitionné fera l'objet d'un document séparé.

## 1 – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

### 1.1 DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR ET DE SON SUPPLEANT

En date du 30 novembre 2016, Monsieur le Président du Conseil départemental de la Haute Savoie a sollicité Monsieur le Préfet de la Haute Savoie pour engager la procédure d'enquête publique conformément aux dispositions de l'article R153-16 du Code de l'urbanisme.

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 9 août 2016 (décision n°E16000232/38), m'a désigné en tant que commissaire enquêteur, afin de conduire l'enquête publique relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune d'Yvoire concernant le projet de réaménagement de l'accès et de l'aire de stationnement du domaine Rovorée-La Châtaignière.

Le suppléant nommé est Monsieur Jean François DUBOSSON. Je n'ai pas eu à le solliciter tout au long de la procédure de cette enquête publique.

### 1.2 ENCADREMENT JURIDIQUE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

#### 1.2.1 CADRE JURIDIQUE

La présente enquête est soumise aux dispositions principales des textes ci-après :

- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 153.54 et suivants et R104.10, R 153-13 et R 153-16 qui précisent les modalités de mise en œuvre de la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité d'un Plan Local d'Urbanisme ;
- Le Code de l'environnement et notamment les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants qui définissent les modalités de mise en œuvre de l'enquête publique ;
- Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2014, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de Monsieur Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute Savoie ;
- La délibération de la commission permanente du conseil départemental de la Haute Savoie du 30 novembre 2015, validant le principe d'aménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée-La Châtaignière et autorisant le Président à engager une procédure de déclaration de projet ;
- L'évaluation environnementale réalisée en 2014 par le bureau d'études KARUM ;

- L'absence d'observation de l'autorité environnementale sur le projet ;
- La lettre de Monsieur le Président du conseil départemental de la Haute Savoie, en date du 30 novembre 2016, demandant au préfet d'engager la procédure d'enquête publique ;
- La décision de Monsieur le Président du tribunal administratif de Grenoble en date du 9 août 2016 relative à la désignation du commissaire enquêteur ;

**La consultation ouverte sur une sollicitation fondée, repose sur des bases juridiques incontestables. Je me suis souciée constamment du respect de la lettre comme de l'esprit des textes législatifs et réglementaires applicables en l'espèce.**

### 1.2.2 COMPLEMENTS UTILES AUX DOSSIERS

Il semble utile de rappeler que dans le cadre d'une enquête publique, le commissaire enquêteur peut réclamer au maître d'ouvrage tous compléments utiles au dossier, mais qu'il ne lui est pas permis, sous risque de vice de procédure, de procéder à quelque ajout, retrait ou modification aux termes du dossier initial, même si demandés par le maître d'ouvrage à partir du moment où l'enquête a débuté.

**Après analyse de l'ensemble des documents, je n'ai pas jugé utile de compléter le dossier réalisé par le Conseil départemental de la Haute Savoie. L'ensemble des pièces réglementaires nécessaires étant présentes.**

### 1.2.3 DURÉE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'arrêté n°PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016 prescrit par Monsieur le Préfet de la Haute Savoie, organise l'enquête publique sur une durée de 36 jours consécutifs (trente-six jours), du **jeudi 5 janvier 2017 (9h00)** au **jeudi 9 février 2017 (12h00)**.

**Je n'ai pas jugé utile de prolonger cette enquête publique.**

### 1.2.4 INFORMATION ET EXPRESSION DU PUBLIC

Chacun a pu prendre connaissance du dossier d'enquête publique et mentionner d'éventuelles observations sur les deux registres d'enquête mis à disposition, aux jours et heures d'ouverture de la mairie d'Yvoire et de la Communauté de communes du Bas Chablais.

*Il est à noter que depuis le **1<sup>er</sup> janvier 2017** et par arrêté préfectoral, la Communauté de communes du Bas Chablais, des Collines du Léman, étendues à la Ville de Thonon-les-Bains, ont donné naissance à une nouvelle entité « **Thonon Agglomération** ».*

*L'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016 portant ouverture de l'enquête publique et de ses modalités de mise en œuvre étant antérieur à la création de « Thonon Agglomération », les procédures engagées par le Communauté de Communes du Bas Chablais sont poursuivies par le nouvel établissement public de coopération intercommunale.*

### **Mairie d'Yvoire: siège de l'enquête**

Lundi, mercredi et jeudi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Mardi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00

Vendredi : de 08h30 à 12h00

### **Communauté de communes du Bas Chablais, domaine de Thénières, à Ballaison :**

Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

**Le public avait la possibilité d'adresser ses observations, propositions ou contre-propositions, par correspondance, au commissaire-enquêteur à la mairie d'Yvoire, siège de l'enquête, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016.**

## **1.3 PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Je me suis tenue à disposition du public, en mairie d'Yvoire dans la Salle du Consulaire, selon le calendrier suivant, établi d'un commun accord avec la Préfecture de la Haute Savoie et repris dans **l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016.**

- Lundi 9 janvier 2017 : 14h00 – 17h00
- Vendredi 27 janvier 2017 : 09h00 – 12h00

Et au siège de la Communauté de communes du Bas Chablais, dans la salle du Lac, domaine de Thénières, à Ballaison :

- Jeudi 9 février 2017 : 9h00 à 12h00 (jour et heure de clôture de l'enquête)

## **1.4 MESURES DE PUBLICITES**

### **1.5.1 ANNONCES LÉGALES**

La publicité par voie de presse a été insérée dans deux journaux habilités à diffuser des annonces légales : « Le Dauphiné Libéré » et « L'Eco des Pays de Savoie ».

L'avis d'enquête publique a été publié à la rubrique « annonces légales » de :

	<b>Le Dauphiné Libéré</b>	<b>L'Eco des Pays de Savoie</b>
<b>1<sup>ère</sup> parution</b>	15 décembre 2016	16 décembre 2016
<b>2<sup>ème</sup> parution</b>	12 janvier 2017	6 janvier 2017

## 1.5.2 AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

Conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016, l'affichage réglementaire de l'avis d'enquête a été effectué dans les délais prescrits (15 jours au moins avant le début de l'enquête) et maintenu en place durant toute la durée de l'enquête :

- ✓ sur le panneau d'affichage de la mairie d'Yvoire ;
- ✓ sur le panneau d'affichage du siège de la Communauté de communes du Bas Chablais ;
- ✓ Sur les lieux de l'aménagement projeté – Domaine de Rovorée – la Châtaignière à Yvoire.



J'ai effectué un contrôle de ces affichages en début d'enquête publique et à chaque permanence.

Pour une meilleure lisibilité et information du public sur la publicité de cette enquête et pour compléter les dispositions de l'article 8, précisant que « l'avis d'enquête sera également publié sur le site internet de la Préfecture de Haute-Savoie », j'ai également demandé au Conseil départemental, à la commune d'Yvoire et à la Communauté de communes du Bas Chablais de mettre en ligne, sur leur site internet respectif, l'avis d'enquête publique, dans leur rubrique « actualités ».

## 1.5 COMPOSITION DES DOSSIERS MIS À LA DISPOSITION DU PUBLIC

Deux dossiers identiques ont été mis à la disposition du public du jeudi 5 janvier 2017 au jeudi 9 février 2017, à la Mairie d'Yvoire et à la Communauté de Communes du Bas Chablais, Domaine de Thénières, à BALLAISON.

Le dossier mis à l'enquête est constitué des pièces suivantes :

- 1/ L'arrêté préfectoral n°PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016 portant ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme d'YVOIRE concernant le projet de réaménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée-La Châtaignière, située sur la commune d'YVOIRE.
- 2/ Un document unique relié, réalisé par le Conseil départemental de la Haute Savoie et comprenant les rubriques suivantes :

- ✓ Contexte général du site
- ✓ Objet de l'opération
- ✓ Nature et descriptif des travaux envisagés faisant l'objet de la déclaration de projet
- ✓ Intérêt général du projet
- ✓ Estimation sommaire des coûts
- ✓ Contexte réglementaire et justification de la procédure de déclaration de projet
- ✓ Compatibilité du projet par rapport au PLU de la commune d'Yvoire
- ✓ Annexes
  - Annexe 1 : liste des membres du comité de gestion du domaine ENS de Rovorée-La Châtaignière
  - Annexe 2 : Evaluation environnementale de la déclaration de projet réalisée par le bureau d'étude KARUM – Actions nature et datant du mois d'août 2014 (48 pages)
  - Annexe 3 : Compte rendu de la réunion d'examen conjoint du jeudi 19 mai 2016 et compte rendu de la seconde réunion d'examen conjoint du vendredi 24 juin 2016
  - Annexe 4 : modifications du règlement écrit du PLU d'Yvoire
  - Annexe 5 : modification du rapport de présentation du PLU d'Yvoire

3/ Les mesures de publicité : les quatre parutions dans les rubriques « Annonces légales »

4/ Un registre d'enquête de 20 pages cotés et paraphés par le commissaire enquêteur.

**Conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des pièces nécessaires à la composition du dossier étaient présentes pour une bonne information du public.**

## **1.6 LES DEUX REGISTRES D'ENQUETES MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC**

**Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral, deux registres d'enquêtes ont été mis à la disposition du public**, que j'ai coté et paraphé sur 20 pages non mobiles, à la Communauté de communes du Bas Chablais le vendredi 16 décembre 2016.

## **1.7 RECONNAISSANCE DES LIEUX ET COLLECTE D'INFORMATIONS**

J'ai effectué avec Monsieur BULLAT (Directeur général de la commune d'Yvoire), le vendredi 16 décembre 2016, une reconnaissance détaillée du site impacté par le futur projet de réaménagement de l'accès et de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée – La Châtaignière afin d'être en mesure de confronter les éléments du dossier avec les réalités du terrain.

Le déroulement normal de l'enquête publique a donné lieu à plusieurs échanges et rencontres :

### **Préalablement au démarrage de l'enquête :**

**Le mardi 6 décembre 2016**, Monsieur Pierre VIGNOUD responsable de l'urbanisme à la préfecture de la Haute Savoie m'a contacté pour m'annoncer que l'enquête publique se déroulerait du jeudi 5 janvier 2017 au jeudi 9 février 2017 inclus. Il désirait connaître mes disponibilités pour assurer mes 3 permanences (2 en Mairie d'Yvoire et 1 au siège de la Communauté de communes du Bas Chablais) de façon à ce que la Préfecture puisse rédiger et prendre l'arrêté organisant l'enquête publique et lancer officiellement la procédure.

**Ce même jour**, les dates de permanences ont été définies. Monsieur VIGNOUD m'a précisé que les deux dossiers d'enquête publique ainsi que les avis seraient rapidement disponibles au siège de la Communauté de



Communes du Bas Chablais et m'a demandé de me rapprocher de Monsieur SCHNEIDER (responsable du Service Urbanisme/Instruction Droit des Sols de la Communauté de communes du Bas Chablais), et de Monsieur BULLAT (Directeur général de la commune d'Yvoire) afin de finaliser l'organisation de cette enquête publique et notamment, de prendre connaissance des deux dossiers, de coter et parapher les deux registres et de m'assurer qu'un exemplaire du dossier et de l'avis d'enquête soient déposés à la Mairie d'Yvoire.

Ce dernier m'a également transmis la liste des personnes référentes dans cette enquête publique, à savoir :

- ✓ Mme Sabine FABRE, Chargée de mission Espaces Naturels Sensibles, Service Environnement – DAEDR, du Conseil départemental de la Haute Savoie, référente technique du projet,
- ✓ Monsieur SCHNEIDER, responsable du Service Urbanisme/Instruction Droit des Sols de la Communauté de communes du Bas Chablais,
- ✓ Monsieur BULLAT, Directeur général de la commune d'Yvoire.

En date du **7 décembre 2016**, j'ai informé Monsieur VIGNOUD, que toutes ces formalités seraient effectuées le vendredi 16 décembre 2016.

Le **vendredi 16 décembre 2016**, je me suis rendue à la Communautés de Communes du Bas Chablais, afin de coter et de parapher les deux dossiers d'enquête publique. J'ai récupéré un exemplaire du dossier ainsi que l'avis d'enquête publique devant être affiché en Mairie d'Yvoire.

Je me suis rendue ce même jour à la Mairie d'Yvoire afin de remettre à Monsieur BULLAT l'ensemble des documents et d'effectuer une visite de terrain du domaine de la Rovorée – La Châtaignière.

Monsieur BULLAT m'a accompagné lors de la visite du site et m'a expliqué le contexte général du Domaine ainsi que la nature et les objectifs des travaux projetés par le Conseil départemental.

#### **Pendant la durée de la procédure – du jeudi 5 janvier 2017 au jeudi 9 février 2017 inclus :**

**Mme Sabine FABRE**, Chargée de mission Espaces Naturels Sensibles, Service Environnement – DAEDR, du Conseil départemental de la Haute Savoie, référente technique du projet, m'a contacté après chaque permanence, afin de s'assurer du bon déroulement de l'enquête publique.

### **1.8 FORMALITÉ DE CLÔTURE**

Le **jeudi 9 février 2017**, à l'issue de l'enquête, j'ai clos le registre de la Communauté de communes du Bas Chablais (Thonon Agglomération depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017) lors de la dernière journée d'enquête publique et le dossier d'enquête publique a été récupéré par mes soins.

Ce même jour, j'ai contacté Monsieur BULLAT (Mairie d'Yvoire) afin de lui rappeler que l'enquête publique se terminait à 12h00. Je lui ai demandé de mettre sous plis l'ensemble du dossier d'enquête publique ainsi que le certificat d'affichage communal et de me le transmettre au plus vite.

**J'ai réceptionné l'ensemble de ces documents le 15 février 2017.**

## 1.9 CONCLUSION PARTIELLE

Considérant les conditions de déroulement de l'enquête, j'estime que les règles de procédures prévues par la loi et relatives à la démocratisation des enquêtes publiques et plus généralement les textes sur l'enquête publique et la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme, ont été respectés et appliqués.

Aucun incident n'a été à déplorer. Aucune prolongation de l'enquête n'a été demandée.

**J'estime que l'enquête s'est déroulée selon les méthodes, principes et prescriptions prévus par la réglementation, la jurisprudence et les usages.**

## 2- LE PROJET SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

### 1.1 ELÉMENTS DE CONTEXTE : YVOIRE ET LE DOMAINE DE ROVORÉE-LA CHÂTAIGNIÈRE – UN RICHE PATRIMOINE NATUREL, HISTORIQUE ET ARCHITECTURAL DE LA HAUTE SAVOIE

#### Situation géographique :

La commune d'Yvoire se situe en Haute-Savoie dans l'arrondissement de Thonon-les-Bains, sur les rives du lac Léman, à 30 minutes d'Annemasse et de la sortie de l'autoroute. Elle est limitrophe d'Excenevex (à l'est) et de Nernier et Messery à l'ouest.



Source : extrait du dossier d'enquête publique

Yvoire est un village construit sur un promontoire (380 mètres d'altitude) qui surplombe la rive française du lac Léman. La superficie totale de la commune est de 312 ha. Aujourd'hui Yvoire compte 901 habitants sur son territoire. Membre de la prestigieuse Association des Plus Beaux Villages de France depuis 30 ans, ce bourg médiéval est aujourd'hui l'un des sites les plus visités de la Haute-Savoie. Chaque année et au fil des saisons, près d'un million de personnes découvrent cette cité et arpentent ses ruelles animées.

## **Le Domaine Rovorée – La Châtaignière**

Nous sommes ici en présence d'un espace naturel de près de 24 hectares, qui s'étend sur les communes d'Yvoire et d'Excenevex et qui comprend une façade lacustre d'un kilomètre deux cent.

Ce site appartient au conseil départemental de la Haute Savoie et au Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres.

Ce Domaine abrite deux maisons de maître, ainsi que deux corps de ferme. Des accès aux rives du lac y ont été aménagés. On y trouve des jardins, prairies, vergers, arboretum, des espaces boisés et des sentiers pédestres. Cet espace naturel présente un patrimoine historique, naturel et paysager de grande qualité.

Classé domaine départemental d'Art et de la Culture et labellisé Espace Naturel Sensible, ce site fait l'objet depuis 2012 d'un plan de gestion décliné en actions opérationnelles. **De par sa forte fréquentation estivale touristique et locale, une des actions prioritaires est de restructurer l'accès et l'aire de stationnement de ce site à haut potentiel d'accueil du public.**

## **Le projet d'aménagement et de sécurisation de l'accès et de l'aire de stationnement du site :**

***Accessibilité actuelle du site pour le grand public et les autres usagers.....***

***.....Un domaine accessible à pied, en voiture, en car, à vélo et par bateau.***

Labellisé récemment « **Tourisme et handicap** », le site offre un sentier piétonnier interne accessible aux personnes en situation de handicap. Cet aménagement a ouvert une plus-value certaine, permettant ainsi à tous les publics de découvrir ce domaine.

**L'accès véhicule** peut se faire par deux entrées depuis le Route Départementale 25 :

**1/** par un chemin rural, dépourvu d'aménagement de places de parking et engendrant en période estivale et lors des diverses manifestations culturelles et patrimoniales, un stationnement sauvage d'environ trente véhicules le long de cette voie. (« **Entrée côté Châtaignière** »)

**2/** par l'entrée « officielle » du site, où se trouve un parking non aménagé en terre végétale qui peut contenir une cinquantaine de véhicules. L'accès n'est pas sécurisé, puisqu'il se localise dans un virage, sur une portion de route sur laquelle la vitesse autorisée est de 90Km/h. (« **Entrée côté Rovorée** »)

**Les cars** ne peuvent pas accéder au site qui ne bénéficie d'aucun aménagement spécifique et sécuritaire.

L'accès en **vélo** peut se faire depuis Yvoire par **la voie verte** qui longe la RD 25 (en direction d'Excenevex). Toutefois, elle s'arrête aux portes du domaine et la poursuite de son aménagement est conditionnée par la création d'une aire **unique** de stationnement lisible et sécurisé.

Le site est également accessible depuis le lac durant la période estivale. Un débarcadère permet d'accueillir les **bateaux** de touristes.



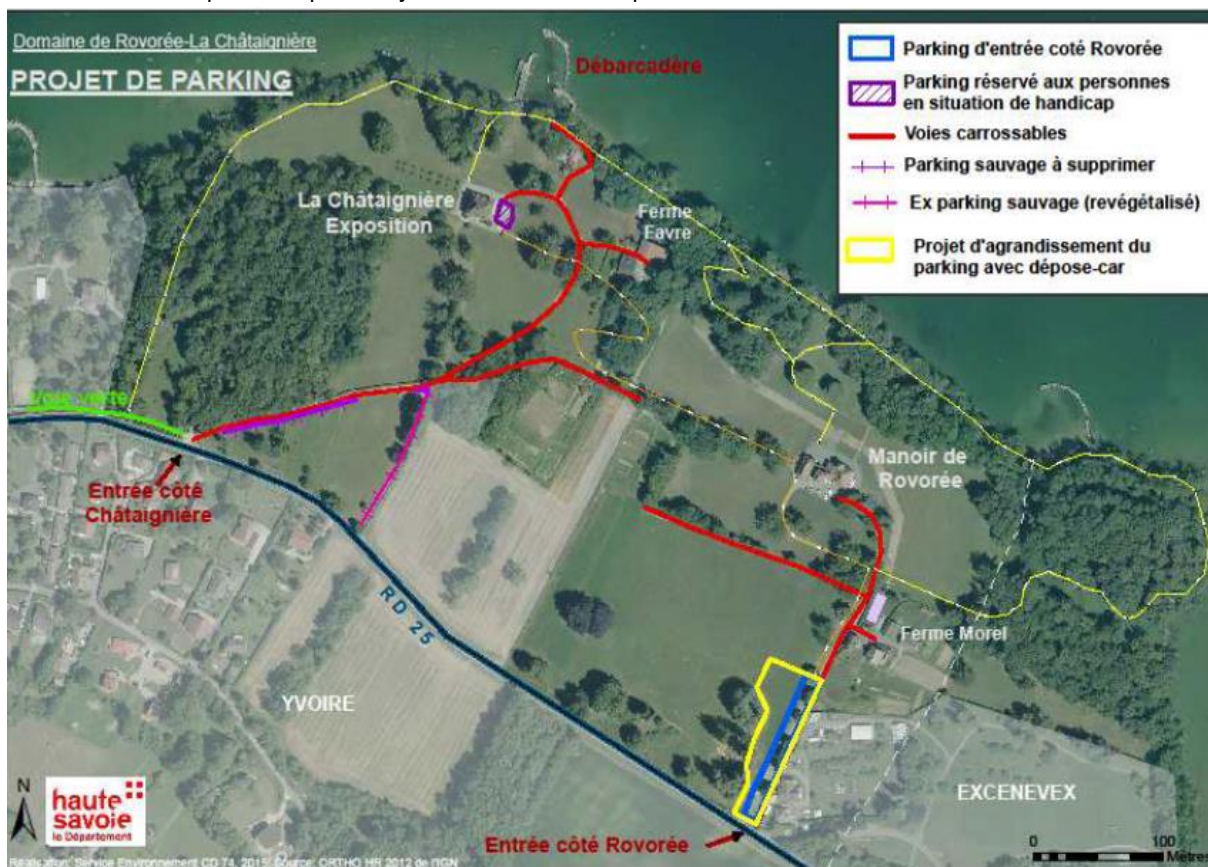
Le projet global du département de la Haute Savoie et du Conservatoire du Littoral porte sur la restructuration des dispositifs de stationnement et d'accès du site. Ce projet s'inscrit dans une démarche d'amélioration du service rendu, de sécurisation, de lisibilité et d'accessibilité pour l'ensemble des usagers (public, scolaires, personnes à mobilité réduite, personnel travaillant sur le site...).

- 1/ La fermeture du parking « sauvage » coté Châtaignière accessible depuis le chemin rural, avec un accès uniquement réservé au personnel travaillant sur le site.
- 2/ La restructuration et la sécurisation de l'entrée côté Rovorée, qui deviendra l'entrée unique au Domaine.

- ✓ Le décalage de quelques mètres de la voie de circulation permettant d'accéder au site ;
- ✓ L'aménagement d'une aire de stationnement qui offrira 90 places de parking (dont 2 pour les personnes à mobilité réduite),
- ✓ Un espace dédié au stationnement des vélos et des deux roues;
- ✓ La création d'une zone de dépose-car sécurisée, située au sein même de la nouvelle aire de stationnement.

Audrey KALCZYNSKI, Commissaire Enquêteur - Dossier n° E16000232/38 du 09 août 2016

Contraint par la configuration et la protection du site, les aménagements prévisionnels ont été pensés pour impacter le moins possible le patrimoine naturel et paysager. En effet, tous les arbres, arbustes et haies, classés ou non classés, présents sur ce secteur ont été conservés. La prairie, sur laquelle sera étendu le parc de stationnement ne présente pas d'enjeu environnemental particulier.

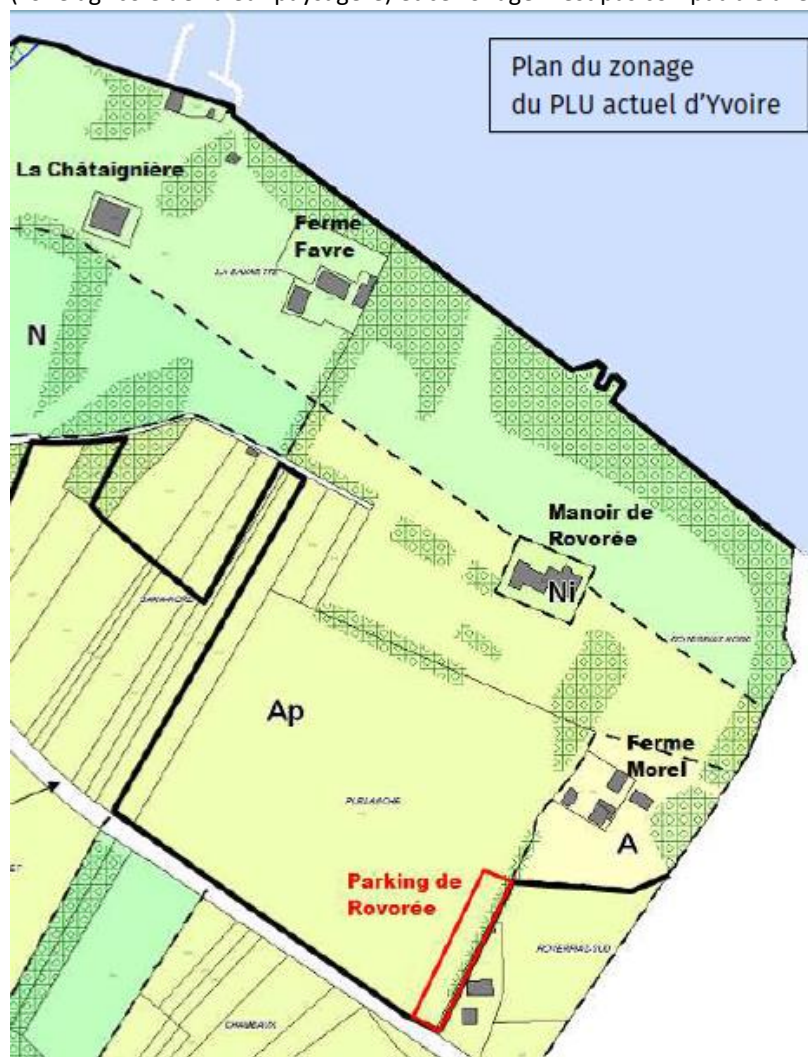


Source : Photos personnelles de l'actuelle entrée et de la sortie du site « côté Rovorée » - lieu de localisation du futur projet



### 1.3 UN PROJET QUI NECESSITE CERTAINES MODIFICATIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME D'YVOIRE POUR SA MISE EN ŒUVRE :

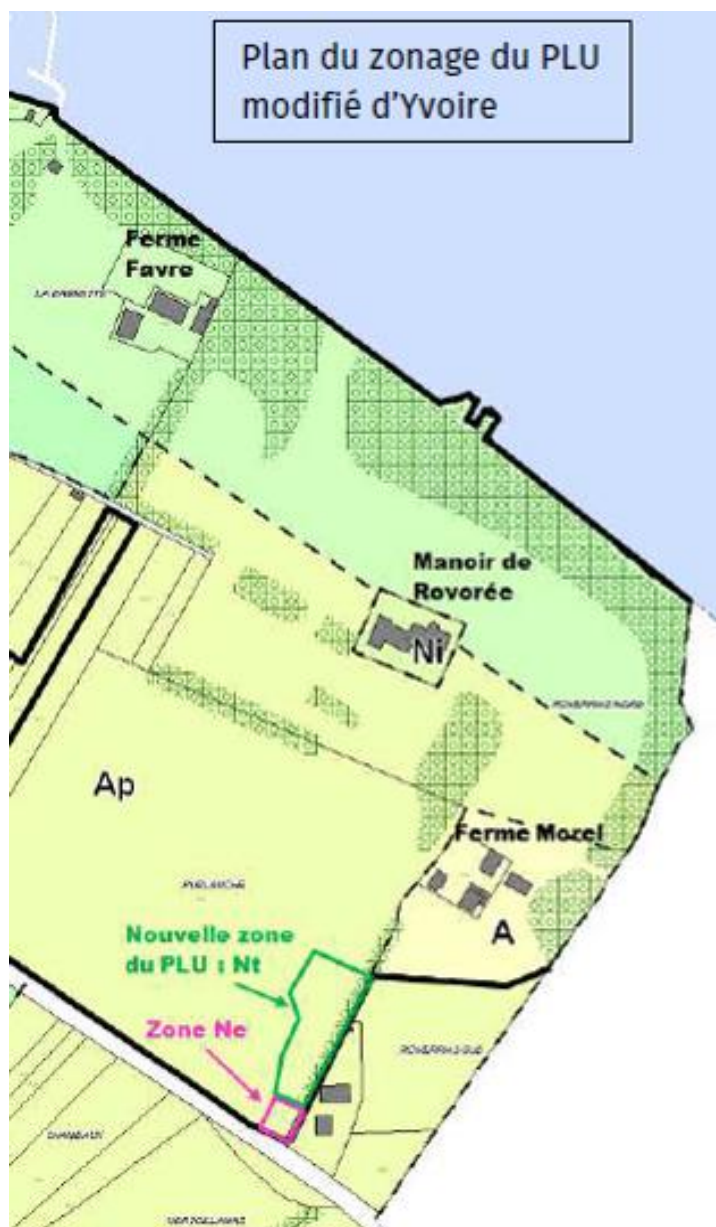
En effet, le PLU en vigueur d'Yvoire ne permet pas de réaliser l'opération. Le secteur est classé en zone Ap (zone agricole de valeur paysagère) et ce zonage n'est pas compatible avec les aménagements projetés.



Le **plan de zonage** et **règlement écrit** doivent donc faire l'objet de certaines modifications, à savoir :

- ✓ La création d'une nouvelle zone Ne (secteur d'équipements en zone naturelles) d'une surface de 300 m<sup>2</sup> et qui permettra l'aménagement et la sécurisation de l'entrée unique du site.
- ✓ La création d'un nouveau zonage Nt (secteur d'équipement touristiques en zone naturelle) d'une surface de 3100 m<sup>2</sup> qui permettra l'aménagement de l'aire de stationnement et de la dépose car.

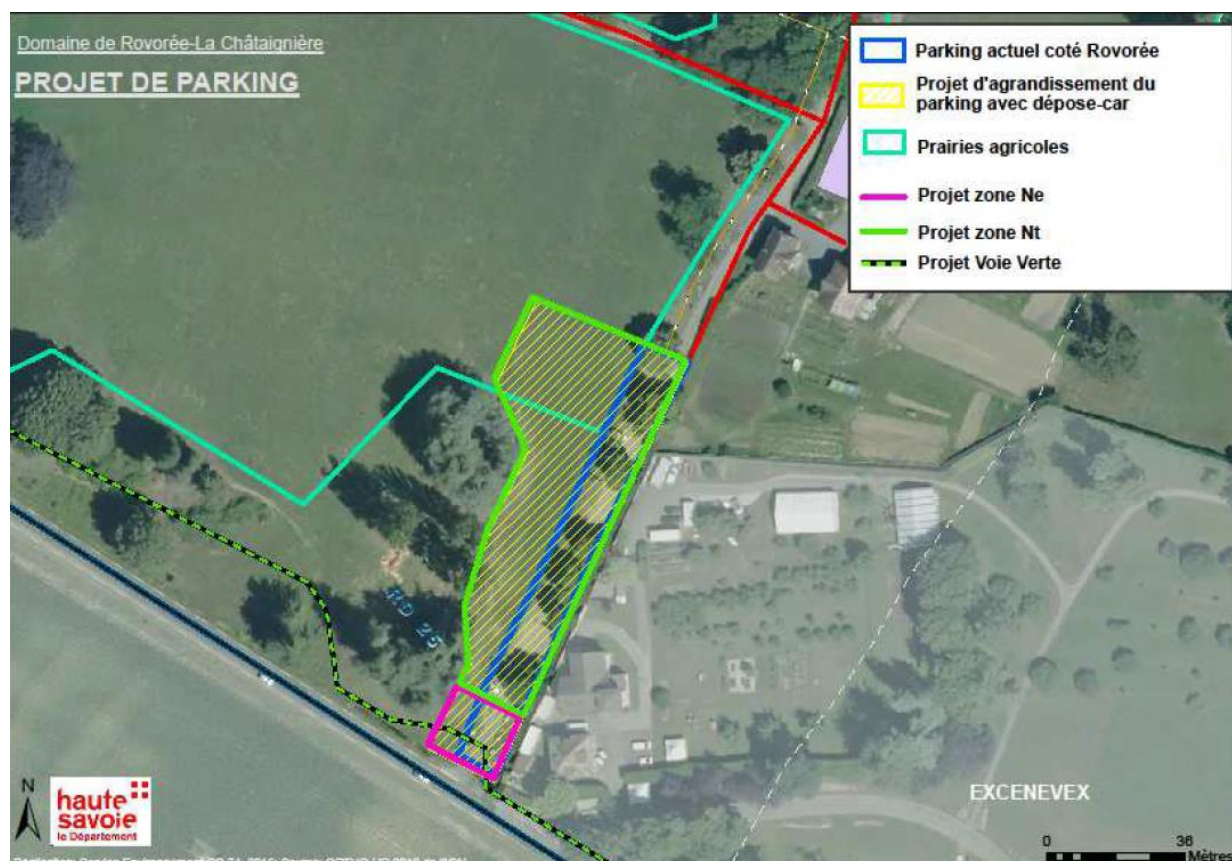
Il est à noter que les modifications envisagées pour la mise en œuvre du projet, n'impactent pas l'économie générale du Projet d'Aménagement de Développement Durables du PLU d'Yvoire et qu'elles s'inscrivent pleinement dans les orientations de ce dernier.



### RECAPITULATIF DU PROJET

	Parking de Rovorée actuel	Aire de stationnement de Rovorée en projet	Prairie agricole	Zone Nt créée	Zone Ne créée
Surfaces (m2)	1 400 m <sup>2</sup>	3 400 m <sup>2</sup>	- 600 m <sup>2</sup>	3100 m <sup>2</sup>	300 m <sup>2</sup>
Nombre de places	50 VL	90 VL dont 2 places PMR 1 dépose-car 1 zone de stationnement pour les 2 roues	/	/	/





## 1.4 UN PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL CONCERTÉ ET PARTAGÉ

Ce projet est issu du plan de gestion de cet « Espace Naturel Sensible » validé en 2012. Ce document résulte d'une concertation entre le Conseil départemental, le Conservatoire du littoral ainsi que d'un comité de gestion composé de l'ensemble des acteurs du territoire et des usagers du site (la Direction Départementale des Territoires de la Haute Savoie, des élus locaux, des experts-partenaires, des associations, des exploitants agricoles...).

**L'aménagement d'une aire de stationnement sécurisée, accessible aux personnes en situation de handicap et respectueuse de l'environnement naturel et paysager dans lequel il s'inscrit a été fléché comme action prioritaire du Plan de gestion du site. C'est un objectif partagé, d'intérêt général et qui a fait l'objet d'une concertation préalable. Ce projet est également conforme aux enjeux et objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Chablais ainsi qu'au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Yvoire.**

**Au regard de l'objectif d'intérêt général du projet et du caractère limité des adaptations nécessaires du document d'urbanisme en vigueur, la procédure de déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU d'Yvoire est pleinement justifiée, conformément aux dispositions réglementaires qui la régissent.**

## 1.5 UNE PROCEDURE SOUMISE A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE SYSTEMATIQUE

En effet, la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Yvoire est soumise à évaluation environnementale conformément à l'article R104-10 du code de l'urbanisme.

**L'évaluation environnementale** (annexe 2 du dossier d'enquête publique) a été réalisée en 2014 par le bureau d'étude Karum. Cette étude environnementale conclue à des **incidences positives** :

- Sur la gestion des eaux pluviales du secteur avec une meilleure infiltration induite par le revêtement en stabilisé perméable mis en place,
- Sur la qualité paysagère et visuelle du site (nouvelles percées visuelles induites par la disparition du stationnement « sauvage » et requalification de l'image de l'entrée officielle du site),
- Sur l'environnement humain, notamment par la sécurisation du site pour ses usagers.

Et à des **incidences résiduelles faibles** :

- Sur les habitats naturels avec la diminution de prairies non exploitées,
- Sur l'activité agricole avec une faible diminution de la zone agricole,
- Sur les riverains via des nuisances sonores ponctuelles pendant la durée du chantier.

## 1.6 L'EXAMEN CONJOINT PAR LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES (PPA) AVANT ENQUETE PUBLIQUE :

**Une première réunion d'examen conjoint a eu lieu le 19 mai 2016.....**

.....Plusieurs remarques des Services de la Préfecture et de la Direction Départementale des Territoires (DDT 74) ont été formulées sur le dossier de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU d'Yvoire. Les remarques ont porté sur les aménagements projetés et sur le zonage réglementaire adapté pour leur mise en œuvre opérationnelle, à avoir :

- ✓ Il est demandé une meilleure lisibilité de l'extrait du PLU d'Yvoire et du futur zonage projeté notamment pour la trame des Espaces Boisés Classés (EBC) présente à l'entrée du site ;
- ✓ Il est demandé que l'emprise du nouveau zonage qui permettra la réalisation de cette opération soit strictement conforme à l'emprise du projet. En effet, la mise en compatibilité du PLU d'Yvoire via la procédure de déclaration de projet ne peuvent pas être alloués à d'autres potentiels aménagements futurs du site ;
- ✓ Suite à des échanges sur le zonage du PLU le plus adapté pour cette opération, il est conjointement décidé la création d'une zone Nt (zone naturelle à vocation touristique), correspondant aux stricts besoins liés à la réalisation de l'aire de stationnement et de la dépose-car ;
- ✓ Concernant le zonage du PLU permettant la sécurisation de l'accès au site en bordure de la RD 25, il est demandé que soit sollicité l'avis de la Direction des Routes du Département, notamment par rapport au cahier des charges applicables à ce type d'aménagement ;
- ✓ Il est également demandé la réactualisation de la nouvelle codification, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016, du code de l'Urbanisme ;

**Les PPA valident l'objectif général de la requalification de l'accueil** au sein au sein du Domaine Rovorée-La Châtaignière, mais au vu des remarques émises, il est demandé au Conseil départemental d'organiser **une seconde réunion d'examen conjoint** avant le lancement de l'enquête publique.

## **Une seconde réunion d'examen conjoint a eu lieu le 24 juin 2016.....**

.....Suite aux remarques émises lors de la précédente réunion, le Conseil départemental a apporté les modifications et compléments demandés, à savoir :

- ✓ L'emprise de réaménagement de l'aire de stationnement et de la dépose-car sera de 3100m<sup>2</sup> ;
- ✓ Le zonage du PLU retenu est le Nt (zone naturelle à vocation touristique), avec une obligation d'utilisation de matériaux perméable sur l'ensemble du secteur ;
- ✓ Concernant la sécurisation de la voie d'accès au site depuis la RD 25 qui sera déplacée de quelques mètres, le zonage Ne (secteur d'équipement en zone naturelle) paraît satisfaisant pour la réalisation des aménagements. Une emprise de 300 m<sup>2</sup> en Ne permettra la création d'une voie d'accès bitumée depuis la RD 25 d'environ 5.5 m de large sur 10 m de long. Le reste de la zone sera aménagée en matériaux perméables.

Il est également à noter une demande envoyée par mail de la Chambre d'Agriculture qui demande un regard vigilant sur le maintien d'un accès agricole adapté et sécurisé sur ce secteur. Cette remarque avait déjà été prise en compte lors du montage de ce futur projet. En effet, l'accès de l'exploitant agricole du secteur est préservé, conformément au bail rural en cours, et ne sera donc pas impacté par la mise en œuvre des futurs aménagements.

**Au regard de l'ensemble de ces avis et comptes rendus, les Personnes Publiques Associées (PPA) ont validé la procédure ainsi que les modifications envisagée du PLU avant sa mise à enquête publique.**

## 3– RECUEIL ET ANALYSE DES OBSERVATIONS

### 3.1 FORMALITÉ DE CLÔTURE

Le **jeudi 09 février 2017**, à la fin de la troisième et dernière permanence, j'ai clos le registre d'enquête, salle du Lac, au siège de la Communauté de Communes du Bas Chablais, Domaine de Thénières, à Ballaison.

### 3.2 RECUEIL ET ANALYSE DES OBSERVATIONS

Aucune observation manuscrite n'a été déposée dans les deux registres d'enquêtes qui ont été mis à la disposition du public du jeudi 5 janvier 2016 au jeudi 9 février 2016, en Mairie d'Yvoire et au siège de la Communauté de communes du Bas Chablais.

Aucune personne ne s'est présentée lors de mes trois permanences, ni aux heures d'ouverture de la Mairie d'Yvoire et de la Communauté de communes du Bas Chablais.

Seule la Commune d'Yvoire a été sollicitée par courrier adressé au Maire (et non au commissaire enquêteur) le 11 janvier 2017. Un administré (Monsieur MARTELLI Michel) a demandé une copie intégrale du dossier d'enquête publique. En date du 12 janvier 2017, la Commune d'Yvoire a transmis à ce Monsieur et par voie postale les documents demandés.

A l'expiration du délai de l'enquête publique et conformément à la réglementation en vigueur, j'ai transmis au Président du Conseil départemental de la Haute Savoie et à Madame Sabine FABRE (par mail et par voie postale), le 13 février 2017 un procès-verbal de synthèse, des observations écrites et orales

Le 15 février 2017, Madame Sabine FABRE a accusé réception de mon PV de synthèse.

### 3.3 CONCLUSION PARTIELLE

Le rôle du commissaire-enquêteur consiste notamment à veiller à la bonne information du public et à recueillir ses observations.

Cependant, force est de constater que le public ne s'est pas manifesté lors de cette enquête publique.

On peut se demander si cette absence est due à un manque d'intérêt pour le dossier mis à l'enquête publique, à un manque d'information ou tout simplement à un « **accord de principe** » pour la réalisation de cette opération?

J'estime qu'il ne s'agit pas d'un problème d'information car la publicité a été faite selon toutes les formes réglementaires.

Le projet de réaménagement de l'accès et de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée – La Châtaignière est issu du Plan de Gestion de cet « Espace Naturel Sensible » qui a été validé en 2012.

Ce document résulte d'une concertation entre le Conseil départemental, le Conservatoire du littoral ainsi que d'un comité de gestion composé de l'ensemble des acteurs du territoire et des usagers du site (la Direction Départementale des Territoires de la Haute Savoie, des élus locaux, des experts-partenaires, des associations, des exploitants agricoles...).

**Je pense donc qu'il s'agit plus d'un « accord de principe » sur un projet concerté et partagé, que d'un manque d'intérêt pour cette opération.**

J'estime en conclusion que cette enquête publique s'est déroulée dans des conditions plus que satisfaisantes d'organisation, que le public a eu toute latitude pour connaître les dossiers et s'exprimer. J'ai par ailleurs recueilli, sans aucune difficulté, tous les éléments nécessaires à la rédaction du présent rapport, de mes conclusions motivées.

**Fait et clos le 6 mars 2017**



Audrey KALCZYNSKI  
Commissaire Enquêteur

## 4- ANNEXES

### 4.1 - Décision N°E16000232/38 du Tribunal administratif de Grenoble du 9 août 2016

#### REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE

09/08/2016

N° E16000232 /38

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

#### Décision désignation et provision

VU enregistrée le 18/07/16, la lettre par laquelle le préfet de la Haute-Savoie demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

*la déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune d'YVOIRE (Haute-Savoie) concernant le réaménagement de l'aire de stationnement du parking de Rovorée ;*

VU le code de l'environnement ;

#### DECIDE

**ARTICLE 1** : Madame Audrey KALCZYNSKI est désignée en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Jean-François DUBOSSON est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Le président de la communauté de communes du Bas-Chablais versera dans le délai d'un mois, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64, une provision d'un montant de 500 euros.

**ARTICLE 4** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 5** : La présente décision sera notifiée au préfet de la Haute-Savoie, à Madame Audrey KALCZYNSKI, à Monsieur Jean-François DUBOSSON, au président de la communauté de communes du Bas-Chablais et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Grenoble, le 09/08/2016

Pour le Président,  
Le Vice-président,



S. WEGNER

Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

## 4.2 - Arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Bureau des Affaires Foncières et de l'Urbanisme

Ref : DRCL / CL

**LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016**  
portant ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme d'YVOIRE concernant le projet de réaménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée-La Châtaignière, située sur la commune d'YVOIRE.

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-54 et suivants, R 104-10, R 153-13 et R 153-16 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 123-1 et suivants et R123-1 et suivants;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** la délibération de la commission permanente du conseil départemental en date du 30 novembre 2015, validant le principe d'aménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée-La Châtaignière et autorisant le président à engager une procédure de déclaration de projet ;

**VU** l'évaluation environnementale réalisée en 2014 ;

**VU** l'absence d'observation sur le projet de la part de l'autorité environnementale, celle-ci ne s'étant pas prononcé dans les trois mois suivant la date de sa saisine (article R 104-25 du code de l'urbanisme) ;

**VU** les procès-verbaux des réunions d'examen conjoint en date des 19 mai et 24 juin 2016 ;

**VU** la décision de M. le président du tribunal administratif de Grenoble en date du 9 août 2016 relative à la désignation du commissaire enquêteur ;

**VU** la lettre de M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 30 novembre 2016 demandant au préfet d'engager la procédure d'enquête publique ;

**VU** les pièces du dossier de déclaration de projet et de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme d'YVOIRE ;

**SUR** proposition de M le secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

Adresse postale : Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie - BP 2332 - 74 034 Annecy cedex  
Tél : 04.50.33.60.00 - Fax : 04.50.52.90.05 - <http://www.haute-savoie.gouv.fr>



## ARRETE

**Article 1er** : Il sera procédé sur le territoire de la commune d'YVOIRE pour une durée de 36 jours du **jeudi 5 janvier 2017 au jeudi 9 février 2017 inclus** à la tenue d'une enquête publique portant sur l'intérêt général du projet de réaménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée-La Châtaignière, située sur la commune d'YVOIRE et sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) d'YVOIRE.

**Article 2** : M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie conduit la procédure de mise en compatibilité du PLU d'YVOIRE de façon à aboutir éventuellement à une déclaration de projet du conseil départemental portant sur l'intérêt général du projet de réaménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée-La Châtaignière.

**Article 3** : Au terme de cette enquête : le dossier de mise en compatibilité du PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public, le rapport et les observations du commissaire-enquêteur, ainsi que les procès-verbaux des réunions d'examen conjoint seront soumis par le président du conseil départemental au conseil communautaire de la communauté de communes du Bas Chablais, compétente en matière d'élaboration, approbation, suivi, modification et révision des documents d'urbanisme pour l'ensemble de son territoire. Celui-ci dispose d'un délai de deux mois pour approuver par délibération la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme d'YVOIRE.

En l'absence de délibération ou en cas de désaccord, le préfet peut approuver la mise en compatibilité du PLU. Le préfet notifie au département la délibération de la communauté de communes ou la décision qu'il a prise.

Au terme de cette procédure, la déclaration de projet peut intervenir. Elle est prononcée par délibération du conseil départemental.

**Article 4** : Mme Audrey KALCZYNSKI, géographe-urbaniste, a été désigné par Mme la Présidente du Tribunal Administratif de GRENOBLE pour assurer les fonctions de commissaire-enquêteur. Elle siègera à la mairie d'YVOIRE, siège de l'enquête, où toutes les correspondances relatives aux enquêtes devront lui être adressées.

Elle se tiendra à la disposition des personnes intéressées :

**en mairie d'YVOIRE les :**

- lundi 9 janvier 2017: de 14H00 à 17H00
- vendredi 27 janvier 2017: de 9H00 à 12H00

**à la communauté de communes du bas Chablais, domaine de Thénières – 74140 BALLAISON le:**

- jeudi 9 février 2017 du 9H00 à 12H00 (clôture)

afin de recevoir leurs observations.

M. Jean-François DUBOSSON, agréé en architecture honoraire, est désigné comme commissaire enquêteur suppléant.

**Article 5**: le dossier d'enquête, comprend :

- le dossier présentant l'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du PLU d'YVOIRE ;
- les procès-verbaux des réunions d'examen conjoint ;
- une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet ainsi qu'un résumé des principales raisons pour lesquelles notamment du point de vue de l'environnement, le projet soumis à enquête a été retenu ;

- la mention des textes qui régissent l'enquête publique et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative ainsi que les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
- la mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet ;
- ainsi qu'un registre d'enquête, ouvert, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur.

Le dossier comprend une évaluation environnementale. Bien que consultée, l'autorité environnementale n'a pas émis d'observation.  
Le dossier ne comprend pas d'étude d'impact.

Ces pièces seront déposées en mairie d'YVOIRE et au siège de la communauté de communes du Bas Chablais, où le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux au public soit :

- **pour la mairie d'YVOIRE:**

- \* les lundi, mercredi et jeudi de 8H30 à 12H00 et de 13H30 à 17H00,
- \* le mardi de 8H30 à 12H00 et de 13H30 à 18H00,
- \* le vendredi de 8h30 à 12H00.

- **pour la communauté de communes du Bas Chablais (domaine de Thénières à BALLAISON):**

- \* du lundi au vendredi de 9H00 à 12H00 et de 14H00 à 17H00.

et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur en mairie d'YVOIRE, siège de l'enquête.

**Article 6 :** le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, dès publication du présent arrêté et pendant toute la durée de l'enquête. Il sera également consultable sur le site internet de la Préfecture ([www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)).

Les observations du public sont également consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

#### **Article 7 : clôture de l'enquête.**

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront transmis sans délai au commissaire-enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire-enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet (M. le président du conseil départemental) et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose alors d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête pour rendre :

- un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies,
- et dans un document séparé, ses conclusions motivées. Il précisera si ses conclusions sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables.

Avant l'expiration de ce même délai, le commissaire-enquêteur transmettra à la préfecture (direction des relations avec les collectivités locales) les exemplaires des dossiers d'enquête déposés en mairie d'YVOIRE et au siège de la communauté de communes du Bas Chablais, accompagnés des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées.

Le commissaire-enquêteur transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Après clôture de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera déposée en mairie d'YVOIRE, au siège de la communauté de communes du Bas Chablais, à la préfecture de la Haute-Savoie (à la direction des relations avec les collectivités locales) et sur le site internet de la Préfecture : [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr), où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La communication du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être faite à toute personne en présentant la demande à monsieur le préfet de la Haute-Savoie.

**Article 8: Publicité :** quinze jours minimum avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, un avis d'enquête sera affiché notamment à la porte de la mairie d'YVOIRE et du siège de la communauté de communes du Bas Chablais, et publié par tous autres procédés en usage dans ces collectivités. L'accomplissement de cette mesure incombe au président de la communauté de communes du Bas Chablais et sera certifié par lui.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf en cas d'impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé par les soins du responsable de projet (M. le président du conseil départemental) à l'affichage de cet avis sur les lieux de l'aménagement projeté.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans le département (LE DAUPHINE LIBERE et L'ECO DES PAYS DE SAVOIE) 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci. Ces insertions seront faites par les soins de la préfecture aux frais du conseil départemental. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

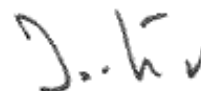
Un exemplaire de chacun des journaux sera annexé aux dossiers déposés en mairie d'YVOIRE et à la communauté de communes du Bas Chablais, dès sa parution. Par ailleurs, l'avis d'enquête sera également publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie ([www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)).

**Article 9 :**

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- M. le sous-préfet de THONON-LES-BAINS,
- M. le président du conseil départemental,
- M. le président de la communauté de communes du Bas Chablais,
- M. le maire d'YVOIRE,
- Mme Audrey KALCZYNSKI, commissaire-enquêteur titulaire,
- M. M. Jean-François DUBOSSON, commissaire-enquêteur suppléant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée pour information à M. le directeur départemental des territoires, Mme la directrice de la protection des populations et à Mme la Présidente du Tribunal Administratif.

Pour le Préfet,  
Le secrétaire général



Guillaume DOUHERET

#### 4.3 - Procès-verbal de synthèse des observations orales et écrites

Mme Audrey KALCZYNSKI  
165 Avenue de la Gare  
74130 BONNEVILLE

Conseil départemental de la Haute Savoie  
Monsieur le Président  
1 Avenue d'Albigny  
CS 32444  
74041 Annecy Cedex

Bonneville, le 13 février 2017

Objet : Procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales - Enquête publique relative à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Yvoire – « *Projet de réaménagement de l'accès et de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée – La Châtaignière* ».

Monsieur le Président,

En date 9 août 2016, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble (ordonnance n°E16000232/38), m'a désigné en tant que commissaire enquêteur, afin de conduire l'enquête publique relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune d'Yvoire concernant le projet de réaménagement de l'accès et de l'aire de stationnement du domaine Rovorée-La Châtaignière. Cette enquête publique s'est déroulée du jeudi 5 janvier 2017 (9h00) au jeudi 9 février 2017 (12h00).

Conformément à l'article R123-18 du Code de l'environnement et à l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016, je vous transmets le procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales issues de l'enquête publique citée ci-dessus.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Audrey KALCZYNSKI  
Commissaire Enquêteur



PREFECTURE DE LA HAUTE SAVOIE

ANNECY

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

GRENOBLE

## CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE SAVOIE

Procédure de déclaration de projet emportant  
mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU)  
de la commune d'Yvoire

*Projet de réaménagement de l'accès et de l'aire de stationnement du  
Domaine de Rovorée – La Châtaignière*

### Procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales

**Enquête publique menée du jeudi 5 janvier 2017  
au jeudi 9 février 2017 inclus**

Etabli par Madame Audrey KALCZYNSKI, désignée en qualité de commissaire enquêteur par décision n°E16000232/38 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 9 août 2016.

## 1 - INFORMATION ET EXPRESSION DU PUBLIC

L'arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2016-0092 du 8 décembre 2016 prescrit par Monsieur le Préfet de la Haute Savoie, a organisé l'enquête publique relative à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Yvoire sur une durée de 36 jours consécutifs, du jeudi 5 janvier 2017 au jeudi 9 février 2017 inclus.

Pendant toute la durée de l'enquête publique et conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral, deux registres d'enquêtes ont été mis à la disposition du public : un à la Communauté de communes du Bas Chablais et un à la Mairie d'Yvoire.

Le public avait également la possibilité d'adresser ses observations, propositions ou contre-propositions, par correspondance, au commissaire-enquêteur à la mairie d'Yvoire, siège de l'enquête, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral.

Dans le cadre de cette enquête publique, je me suis tenue à disposition du public, en mairie d'Yvoire dans la Salle du Consulaire les :

- ✓ Lundi 9 janvier 2017 : 14h00 – 17h00
- ✓ Vendredi 27 janvier 2017 : 09h00 – 12h00

Et au siège de la Communauté de communes du Bas Chablais, dans la salle du Lac, domaine de Thénières, à Ballaison, le :

- ✓ Jeudi 9 février 2017 : 9h00 à 12h00 (jour et heure de clôture de l'enquête)

Chacun a pu prendre connaissance du dossier d'enquête publique et mentionner d'éventuelles observations sur les deux registres d'enquête mis à disposition, aux jours et heures d'ouverture de la mairie d'Yvoire et de la Communauté de communes du Bas Chablais et durant mes trois permanences.

## 2 - REMARQUES RELATIVES AUX REGISTRES D'ENQUETE

Aucune observation manuscrite n'a été déposée dans les deux registres d'enquêtes qui ont été mis à la disposition du public du jeudi 5 janvier 2016 au jeudi 9 février 2016, en Mairie d'Yvoire et au siège de la Communauté de communes du Bas Chablais.

Aucune personne ne s'est présentée lors de mes trois permanences, ni aux heures d'ouverture de la Mairie d'Yvoire et de la Communauté de communes du Bas Chablais.

Seule la Commune d'Yvoire a été sollicitée par courrier adressé au Maire (et non au commissaire enquêteur) le 11 janvier 2017. Un administré (Monsieur MARTELLI Michel) a demandé une copie intégrale du dossier d'enquête publique. En date du 12 janvier 2017, la Commune d'Yvoire a transmis à ce Monsieur et par voie postale les documents demandés.

### 3 - OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le rôle du commissaire-enquêteur consiste notamment à veiller à la bonne information du public et à recueillir ses observations.

Cependant, force est de constater que le public ne s'est pas manifesté lors de cette enquête publique.

On peut se demander si cette absence est due à un manque d'intérêt pour le dossier mis à l'enquête publique, à un manque d'information ou tout simplement à un « accord de principe » pour la réalisation de cette opération?

J'estime qu'il ne s'agit pas d'un problème d'information car la publicité a été faite selon toutes les formes réglementaires.

Le projet de réaménagement de l'accès et de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée – La Châtaignière est issu du Plan de Gestion de cet « Espace Naturel Sensible » qui a été validé en 2012.

Ce document résulte d'une concertation entre le Conseil départemental, le Conservatoire du littoral ainsi que d'un comité de gestion composé de l'ensemble des acteurs du territoire et des usagers du site (la Direction Départementale des Territoires de la Haute Savoie, des élus locaux, des experts-partenaires, des associations, des exploitants agricoles...).

Je pense donc qu'il s'agit plus d'un « accord de principe » sur un projet concerté et partagé, que d'un manque d'intérêt pour cette opération.

J'estime en conclusion que cette enquête publique s'est déroulée dans des conditions plus que satisfaisantes d'organisation, que le public a eu toute latitude pour connaître les dossiers et s'exprimer. J'ai par ailleurs recueilli, sans aucune difficulté, tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension de la procédure et du projet ambitionné par le conseil départemental de la Haute Savoie.

Fait à Bonneville, le 13 février 2017

Audrey KALCZYNSKI  
Commissaire Enquêteur

#### 4.4 - Certificats d'affichages

##### CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean NEURY, président de la Communauté d'Agglomération de Thonon Agglomération

certifie que l'avis d'ouverture d'enquête publique relatif à la déclaration de projet et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme d'YVOIRE, en vue du projet de réaménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée-La Châtaignière située sur la commune d'YVOIRE, a été affiché aux lieux et places réservés à cet effet, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et jusqu'à la fin de cette dernière, conformément à l'arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur ce dossier.

Fait à Ballaisson, le 09/08/2017

Le président de  
Thonon Agglomération,  
Jean NEURY



**DOCUMENT A ADRESSER A LA PREFECTURE**  
Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau des Affaires Foncières et de l'Urbanisme  
à l'attention de M. VIGNOUD  
BP 2332 – 74034 ANNECY CEDEX





MAIRIE  
D'  
**YVOIRE**  
HAUTE-SAOIE

3, Place de la Mairie - 74140  
Tél. 04 50 72 80 36 / Fax 04 50 72 91 61  
Courriel : mairie.yvoire@wanadoo.fr  
Site : www.yvoire.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**CERTIFICAT d'AFFICHAGE**

Je soussigné, Jean-François KUNG, Maire de la Commune d'Yvoire,

**CERTIFIE que :**

- L'avis d'ouverture d'enquête publique relatif à la déclaration de projet et de mise en comptabilité du plan local d'urbanisme de la Commune d'Yvoire, en vue du projet de réaménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée-La Chataignière située à Yvoire, a été affiché sur le panneau d'affichage de la mairie, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, et jusqu'à la fin de cette dernière soit le 9 février 2017, conformément à l'arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur ce dossier.

En foi de quoi, j'ai établi le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

A Yvoire le 10 février 2017  
Jean-François KUNG,  
Maire d'Yvoire





Hôtel du Département  
1 avenue d'Albigny  
CS 32444  
74041 Annecy Cedex  
T / 04 50 33 50 00

DGA DEVELOPPEMENT TERRITORIAL  
Pôle Animation Territoriale et Développement Durable  
Service de l'Environnement  
23 rue de la Paix - CS 32444 - 74041 Annecy Cedex  
T / 04 50 33 50 26 - F / 04 50 33 51 29

Nos réf. : SF/FP/033  
Affaire suivie par : Sabine FABRE

Madame Audrey KALCZYNSKI  
Commissaire enquêteur  
165 avenue de la gare  
74130 BONNEVILLE

Annecy, le 24 FEV. 2017

Objet : Affaire : Enquête publique pour le domaine de Rovorée - La Châtaignière

Madame,

Par la présente, je certifie que l'avis d'ouverture d'enquête publique relatif à la déclaration de projet et de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme d'YVOIRE, en vue du réaménagement de l'aire de stationnement du domaine de Rovorée - La Châtaignière, a été affiché aux lieux et places réservés à cet effet, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et jusqu'à la fin de cette dernière, conformément à l'arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes respectueux hommages.

Le Président du Conseil départemental

Christian MONTEIL